

“Paradoxalement, la situation sanitaire offre du répit au gouvernement”

Interview de Caroline Sägesser
par William Bourton

Seize mois après les élections législatives, le gouvernement De Croo est né de l'union de sept partis, mais sans majorité parlementaire côté néerlandophone. Une situation doublement périlleuse en temps normal mais qui, pour Caroline Sägesser, ne devrait pas être trop préjudiciable à l'exécutif fédéral cette année, en raison de la crise « corona ».

Le Soir : Comment, dans votre domaine, jugez-vous l'année 2020 : positivement ou négativement ?

Caroline Sägesser : Négativement, comme tout le monde, parce que nous avons tous été impactés par les mesures de restriction de nos activités. Cela dit, dans un secteur comme le nôtre, on reste relativement privilégiés car des recherches, on peut mener ça sans souci à partir du télétravail. Si maintenant la question est plutôt par rapport à la politologie, 2020 a évidemment été une année riche pour nous, puisqu'on a connu un certain nombre d'éléments inédits. Avec une femme Première ministre, Sophie Wilmès, avec un gouvernement minoritaire mais de plein exercice, doté de pouvoirs spéciaux pour certaines choses mais en affaires courantes pour d'autres, puis avec un gouvernement De Croo également inédit, réunissant sept partis... De ce point de vue-là, il y a incontestablement eu une actualité politique riche.

Ce nouveau gouvernement a fait vœu d'entrer dans une logique de coopération, aussi bien entre partis de la majorité qu'avec les entités fédérées. Comment analysez-vous cette volonté ?

Il y a d'abord la gestion de la crise « corona », qui a montré la nécessité impérieuse d'une meilleure collaboration. Ensuite, le fait que le gouvernement fédéral se compose de sept partis, avec, en son aile néerlandophone, une absence de majorité, et des partis qui jouent très gros face à la N-VA et au Vlaams Belang. Ce gouvernement doit donc non seulement montrer qu'il n'est pas anti-flamand mais qu'il est prêt à respecter l'architecture fédérale au nord du pays.

Ce respect des prérogatives régionales n'allait pas soi ?

J'ai le sentiment que ce caractère fédéral a quand même été un peu remis en cause au début de la gestion de la crise sanitaire. Il y a eu une forme de « hold-up » du fédéral, avec le consentement des victimes, qui après un moment de tergiversation – avec les Flamands qui ne voulaient peut-être pas fermer les écoles, etc. – se sont rangées sous sa bannière. Au moyen, tout de même, d'une interprétation extrêmement large de certains textes de loi. Ainsi, un arrêté royal a confié la gestion de la crise à l'État fédéral. Il est toujours en vigueur ; or il a été pensé pour des situations de crise ponctuelles et non pour un cas comme celui-ci : une pandémie qui s'est installée dans la longueur. Sophie Wilmès a par ailleurs décidé d'élargir le Conseil national de sécurité en créant une institution qui n'existait juridiquement pas. On a donc un peu fait violence à la situation pour s'assurer qu'il y avait un pilote dans l'avion. Et ce pilote, c'était le fédéral. Je pense qu'à ce moment-là, les entités fédérées se sont dit qu'il n'y avait sans doute pas beaucoup de bénéfices politiques à engranger dans cette crise, mais maintenant que la situation se prolonge, après la deuxième phase, l'équipe De Croo a décidé qu'il serait plus prudent d'en revenir à une forme plus concertée de prise de décisions.

Pourtant, au printemps, quand les chiffres belges de contamination étaient mauvais, on a épinglé le « mille-feuille institutionnel » et les fameux « neuf ministres de la Santé »...

Sous réserve d'inventaire – et je me réjouis de découvrir le rapport des différentes commissions parlementaires qui examinent la gestion de la crise « corona » –, j'ai le sentiment qu'il ne faut pas surestimer la pesanteur de nos structures institutionnelles. Pour le dire autrement, il ne faudrait pas que des responsabilités individuelles se cachent derrière les structures institutionnelles. La politique menée par Maggie De Block au début de la crise, par exemple, lui appartient à elle seule. Je crois qu'il y a visiblement eu un problème dans la gestion des maisons de repos – et là, on a sans doute été victime du caractère récent du transfert de compétences relatives au financement du secteur. Pour le reste, l'argument que vous avez évoqué ne me paraît pas particulièrement probant. Ainsi, lorsqu'on évoque le nombre de ministres compétents, c'est parce qu'on considère la Santé dans sa globalité, comme une matière très large. Mais il n'y a pas de problème particulier, me semble-t-il, de répartition des compétences. Bref, je ne pointerais pas la structure complexe de notre système comme la cause principale de nos mauvais chiffres.

Quelle est votre explication alors, en deux mots ?

Si je devais privilégier une explication, je pointerais plutôt la rupture de confiance entre les citoyens et le politique, dans laquelle intervient bien sûr la complexité institutionnelle, mais aussi la longueur de la crise politique, qui a engendré une méfiance plus prononcée dans notre pays que dans les pays voisins. Nous avons donc un problème d'obéissance aux consignes. Avec un cercle vicieux : plus les mesures sont strictes, plus les gens ne les observent pas, plus les contaminations augmentent et plus de nouvelles mesures sont prises... Peut-être vaudrait-il mieux des mesures un peu moins strictes mais qu'elles soient respectées par l'immense majorité de la population.

Pour en revenir au gouvernement De Croo, avez-vous le sentiment que cette volonté de collégialité est (et sera) respectée ?

On n'a évidemment pas encore passé le cap des trois mois mais rien ne filtre à propos de dissensions fortes au sein de l'équipe. Ça a, en tout cas, l'air de mieux se passer que lors

des débuts du gouvernement Michel, où des polémiques sont apparues assez rapidement entre les ministres MR et N-VA, par exemple. Il y avait aussi une opposition qui était plus forte numériquement et plus construite du côté francophone. Mais au sein de l'équipe De Croo, en songeant qu'on a un *kern* (conseil des ministres restreint, NDLR) extrêmement large, on n'a pas l'impression que ça coince au niveau de la prise de décisions. Une dynamique favorable semble s'être construite, nourrie sans doute par le fait qu'il y a beaucoup de nouveaux venus autour de la table. Autre chose est l'extérieur de l'enceinte du gouvernement, où des présidents de parti continuent à se positionner et où des personnalités défendent leurs propres intérêts ou leurs propres électeurs...

Il y a certes l'urgence sanitaire, mais malgré tout, une coalition aussi disparate est-elle bien « raisonnable » ? À devoir faire en permanence des compromis pour trouver le plus petit dénominateur commun entre des sensibilités aussi éloignées, les partis qui composent ce gouvernement ne risquent-ils pas, à un moment, de se cabrer ?

En soi, qu'il y ait un gouvernement avec des sensibilités différentes dans un État fédéral, ça ne me choque pas fondamentalement. En Suisse, cela fonctionne très bien depuis l'après-guerre – mais, évidemment, avec ce correctif possible que nous n'avons pas, qui est l'appel à la population via référendum. Mais en Belgique, nous n'avons pas du tout cette tradition-là. On a déjà connu des tripartites traditionnelles, avec des sensibilités différentes, mais ici, on est quand même dans un contexte d'exacerbation des tensions sur des dossiers comme le financement de la sécurité sociale, les pensions ou le nucléaire. Le programme de gouvernement est du reste relativement vague sur certains points... Donc, oui, on peut s'attendre à des tensions, mais je ne vois cependant pas ces tensions mettre en danger ce gouvernement dans les mois qui viennent, ni même se manifester de façon vive. On a paradoxalement le répit que nous offre le sérieux de la situation sanitaire.

L'opposition flamande a pourtant prédit l'enfer à Alexander De Croo et son équipe...

Pour le moment, il me semble que l'opposition des partis nationalistes flamands, qu'ils soient démocratiques ou non, reste relativement mitigée. On n'assiste pas à ce tir de barrage nourri qu'on avait pu effectivement imaginer, vu les déclarations des uns et des autres au moment de la constitution de ce gouvernement. Depuis, le chef de file de la N-VA à la Chambre, Peter De Roover, a d'ailleurs affirmé que son parti allait mener une opposition plutôt constructive.

La crise sanitaire bouche tout l'horizon ?

Il est un fait que la population attend une gestion de cette crise ; on est toujours dans un moment d'urgence et c'est assez difficile pour l'opposition de contester les mesures qui sont prises au niveau du fédéral. La grande question, c'est celle de la N-VA en Flandre. Et là, en regardant l'année écoulée, je crois qu'on peut dire qu'elle a non seulement loupé la crise politique, puisqu'elle est restée en dehors du gouvernement, mais qu'elle a aussi loupé la crise « corona ». Elle a dû laisser le fédéral redevenir le niveau de pouvoir le plus important et le plus visible, mais elle a aussi beaucoup hésité dans sa propre communication sur cette crise. À un moment, Bart De Wever a critiqué les mesures fédérales comme étant trop strictes, à d'autres comme étant trop laxistes... Son discours a perdu en cohérence et en visibilité. La N-VA traverse une phase difficile, ce que votre récent « Grand baromètre » reflète.

La conjoncture n'est donc pas immédiatement favorable pour une opposition extrêmement musclée mais quand la question sanitaire passera à l'arrière-plan et que l'on parlera davantage de la relance, de la répartition des fonds européens, etc., on peut s'attendre à une opposition qui donnera beaucoup plus de la voix. Maintenant, il faut tout de même souligner que, même si ce gouvernement est légèrement minoritaire à la Chambre dans l'aile linguistique flamande, la répartition des compétences au gouvernement fait que ce sont les ministres flamands qui ont le plus de visibilité et de responsabilités dans la gestion de la crise... Cela devient donc difficile de dire que ce gouvernement ne serait pas légitime côté flamand.

Dans la dernière ligne droite de la formation du gouvernement fédéral, Bart De Wever a fait pression sur le VLD au sein du gouvernement flamand pour qu'il ne monte pas dans la coalition. En 2021, le danger pour l'exécutif De Croo pourrait-il venir d'une crise au sein de l'exécutif régional ? Ou alors, le fédéralisme est-il désormais assez mûr (avec des niveaux de pouvoir « étanches ») ?

Je ne crois pas que notre fédéralisme soit véritablement mature et je ne crois pas non plus à l'étanchéité des différents niveaux de pouvoir : tout démontre précisément l'inverse. Mais en l'occurrence, j'ai quand même l'impression que, pour le gouvernement fédéral, l'année 2021 devrait être relativement calme. Plus calme que l'année 2020. Parce qu'on sera toujours dans une forme d'urgence sanitaire, qui permettra de dégager plus facilement des consensus – comme je l'ai dit, lorsqu'il faudra en revenir à une forme de trajectoire budgétaire plus stricte, ce sera autre chose. Et puis il n'y a pas véritablement d'alternative. Je crains plutôt, comme vous y avez fait allusion, que l'atmosphère devienne de plus en plus difficile au sein du gouvernement flamand.

Cet article a été publié dans : *Le Soir*, 2-3 janvier 2021.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Caroline SÄGESSER (interviewée par William BOURTON), « Paradoxalement, la situation sanitaire offre du répit au gouvernement » », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 2 janvier 2021, www.crisp.be.